

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 29 (1992)
Heft: 1085

Artikel: Le défi de la politique de développement
Autor: Carera, Mario
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1021914>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.03.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'INVITÉ DE DP

Le défi de la politique de développement

Mario Carera

coordonateur de la communauté de travail Swissaid, Action de Carême, Pain pour le prochain, Helvetas

Promesse faite, promesse tenue: le soutien à l'adhésion de la Suisse aux institutions de Bretton Woods (FMI et Banque mondiale) n'équivaut pas à un chèque en blanc signé au Conseil fédéral ou à l'administration. Le vote d'ouverture du 17 mai marque la fin d'une controverse sur le principe de l'adhésion, mais le début d'un suivi constructif et critique de la politique suisse menée au sein de ces institutions. A cet effet, dès le lendemain du vote du 17 mai, les organisations d'entraide décidaient la création d'un poste à temps partiel à Washington et le recentrage des priorités et capacités de travail en Suisse.

L'adhésion, nous n'avons cessé de le répéter, représente un défi de politique extérieure et de développement: recherche de cohérence, de complémentarité entre la politique monétaire internationale et la politique de développement.

Des instruments existent: au niveau suisse, la loi acceptée le 17 mai contient une clause très importante que le Parlement avait déjà adoptée: «*Pour toute décision ou prise de position établies dans le cadre des Institutions de Bretton Woods, la Suisse s'inspire des principes et des objectifs de sa politique de développement.*» En clair, une politique orientée vers les populations les plus pauvres, la promotion de la femme, la sauvegarde de l'environnement... Il s'agit maintenant de veiller au respect de ces principes. Le choix du personnel de la délégation suisse est un premier test: monétaristes purs et durs ou experts ayant une connaissance du développement? Si la Suisse décroche un siège au Conseil d'administration, le directeur exécutif devra aussi donner des garanties à cet égard. Par ailleurs, la commission consultative qui a reçu un mandat de suivi du Conseil fédéral compte plusieurs membres proches des organisations d'entraide qui se battront en faveur de l'orientation retenue par le Parlement et pour la transparence de la politique suisse. Les coopérants en poste dans le tiers monde et les associations partenaires du Sud seront aussi de précieux relais d'information.

Ce n'est pas tout: sur les plans européen et mondial, il existe un réseau d'organisations non gouvernementales (ONG) à même de structurer et de formuler des revendications semblables auprès de leurs gouvernements et délégations. Eurostep, le réseau ONG de plus de quinze pays de la CE/AELE, auquel nous appartenons, regroupe les plus puissantes ONG européennes (Oxfam en Grande-Bretagne, Novib en Hollande, etc). Plusieurs d'entre elles ont des expériences concrètes de lobby au sein de la Banque mondiale (BM), dont des interventions à Washington avec leurs partenaires du Sud sur des projets précis. Le WWF International dispose aussi d'une solide expérience dans ce domaine. Par ailleurs, un comité commun BM/ONG (en majorité d'utiers monde) mène un dialogue critique sur

les politiques de la Banque Mondiale (politique énergétique, environnementale). Nous pourrions rejoindre ce forum. Les assemblées générales des Institutions de Bretton Woods constituent aussi un moment fort de réunions, de débats au sein des ONG; nous y serons dès septembre prochain.

La «mouvance» internationale des ONG prend peu à peu forme; que l'on songe au Sommet de Rio où des centaines d'entre elles prendront la parole dans un forum parallèle ou au sein des délégations officielles. Il y a indiscutablement, face aux Etats, au monde industriel et bancaire, l'émergence prometteuse d'une Organisation des citoyens, de la société civile. C'est la meilleure réponse face à la globalisation des problèmes (environnement, développement, migrations).

Autant d'enjeux et de défis passionnants et complexes à relever au sein des institutions mandatées à cet effet par la communauté internationale. C'est beaucoup mieux et surtout plus stratégique que le moralisme vertueux, mais impuissant, du «non solidaire» au FMI que l'on nous proposait en «alternative»! ■

COURRIER

A propos du F/A-18

La récolte de signatures pour l'initiative contre l'achat des F/A-18 bat son plein. Les communiqués de records de vitesse se suivent à un rythme accéléré. Par ailleurs, divers sondages montrent avec obstination que le peuple suisse est farouchement opposé à l'achat de ces nouveaux avions de combat. Le Conseil national devra dans un avenir tout proche décider s'il approuve ou non cette acquisition. Actuellement, la Commission de la politique de sécurité du Conseil des Etats vient de juger comme non valable l'initiative «Quarante places d'armes ça suffit», arguant du manque d'unité de la matière, ceci à une majorité de 9 voix contre 3. Arguments futiles, peu accessibles à la compréhension du simple «péquin». Cette décision exprime clairement le rapport de force dans lequel le Conseil des Etats est prêt à s'engager face au peuple. Si le même jeu de rapport de force est engagé sur le sujet du F/A-18, une position intransigeante de nos parlementaires risque de se payer fort cher.

En effet, il n'est pas possible de faire abstraction du contexte politique et histori-

que dans lequel la Suisse se trouve aujourd'hui. Je veux parler ici des échéances de l'automne prochain: l'acceptation ou le refus par le peuple de l'adhésion à l'EEE, ainsi que les transversales alpines, deux objets primordiaux pour l'avenir de la Suisse. Tout le monde est actuellement conscient que l'adhésion est un sujet qu'il faudra défendre avec beaucoup de persuasion devant le peuple afin de convaincre les réfractaires ou les indécis, encore trop nombreux aujourd'hui.

Or, si le sentiment civique du peuple suisse est bafoué, par le fait même que son opinion n'est pas prise en compte dans les décisions de nos parlementaires, il y a de fortes chances que le citoyen répercute sa mauvaise humeur dans ses intentions de vote. Un vote alors irrationnel, qui ne porterait plus sur l'objet même, mais qui sanctionnerait l'intransigeance d'un parlement déconnecté de son électorat, aurait des conséquences catastrophiques sur l'avenir de notre pays.

Il est donc impératif que notre Parlement reprenne le contact avec la base et qu'il mène une politique non plus à l'échéance de la semaine prochaine, mais bien à long terme.

Laurent Marmier, conseiller communal, Lausanne